

*Initiatives ministérielles*

Jusqu'ici, dans l'ensemble des collèges et universités, 92 000 étudiants autochtones ont été diplômés. Voilà donc une nombre considérable de personnes qui seront en mesure de contribuer d'une façon ou d'une autre au mieux-être de leur communauté.

Lundi, j'ai lu dans l'*Edmonton Journal* un article portant sur la remise de diplômes à des étudiants autochtones en droit. Ils étaient au nombre de cinq ou six. Je connaissais la plupart d'entre eux. Celui qui m'a en quelque sorte sauté aux yeux n'est autre que M. Brad Enge, des Territoires du Nord-Ouest, un étudiant autochtone qui travaille depuis déjà vingt pour la GRC et qui a fait beaucoup pour sa collectivité et pour son pays. C'est un homme qui est fier d'être canadien et qui s'est employé à maintenir l'ordre public dans notre pays. C'est un Canadien fier qui a fait beaucoup pour les jeunes de sa collectivité et qui est un modèle pour eux.

C'est comme ça que ça marche. Dans les collectivités autochtones, un succès entraîne un autre. Ces 92 000 étudiants qui se sont vu octroyer un diplôme jusqu'ici et les étudiants en droit qui figurent en première page du *Edmonton Journal*, c'est ça l'exemple.

Il existe plus d'une façon de s'attaquer au problème des jeunes contrevenants, au problème de la justice sociale et à bien d'autres problèmes encore dans le domaine de la justice. Il y a la réadaptation, mais il y a aussi le leadership, l'exemple donné par ces jeunes.

Les consultations sur le concept du Service jeunesse m'ont amenée à rencontrer de nombreux jeunes au Canada. J'ai rencontré des centaines de groupes. Nous avons parlé de tous les problèmes actuels.

Je suis allée au stade de Toronto, le Skydome. Il y avait là 50 000 jeunes en compagnie de leurs professeurs. Ces 50 000 jeunes célébraient ce qu'ils appelaient le voyage de l'espoir. C'était une façon positive de montrer que les jeunes de ce pays ne sont pas tous des délinquants et que certains font des choses fantastiques.

J'ai eu l'occasion d'assister un peu partout au Canada à des remises de diplômes à des jeunes autochtones et à des Canadiens ordinaires.

• (1620)

C'est une chose positive. C'est fantastique de voir des gens faire quelque chose de constructif sans attendre de reconnaissance. Je voudrais fêter cela avec mes collègues ici présents.

À propos du Service jeunesse, j'estime que tous les ministères et toutes les sociétés d'État doivent faire leur part pour forger les partenariats qui permettront de produire une jeunesse plus saine et dont on pourra attendre une plus grande contribution.

Il existe dans ma langue une expression, «Dene Tulu», qui veut dire «la voie que vous suivez». La voie que vous suivez est celle que vous avez choisie. Nous en avons fait une section du Service Jeunesse, à l'intention des jeunes qui ont été marginalisés, laissés pour compte, qui ont abandonné l'école ou sont en marge du processus d'apprentissage et du marché. Ces jeunes

finissent par devenir tellement marginalisés qu'ils décrochent même de la vie. Nous devons les aider à retrouver confiance en les remettant au travail et aux études.

La section appelée «Dene Tulu» ou simplement «Tulu» leur permettrait de participer. Il s'agit d'un concept préconisant que chacun est libre de choisir la bonne ou la mauvaise voie. Ce concept correspond à la forme Dénée de la justice. Tulu est l'un des quatre principes directeurs du projet de Service Jeunesse Canada. Il vise à aider directement les jeunes contrevenants qui participent à des programmes de réadaptation communautaires.

Les jeunes contrevenants, ainsi que les jeunes handicapés et les jeunes sans-abri ont joué un rôle important dans les consultations que nous avons tenues dans les diverses régions du Canada. Le Service Jeunesse Canada est l'une des mesures prises par le gouvernement pour aider les jeunes à réussir leur transition de l'école au marché du travail et à réintégrer la société.

Nous pourrions parler de plusieurs tentatives du gouvernement, notamment Stratégie Jeunesse et le Programme de stage d'apprentissage pour les jeunes. Ces derniers jours, nous avons discuté des modifications à apporter au Programme canadien de prêts aux étudiants afin d'aider les jeunes à participer de façon positive à leur apprentissage, pour qu'ils décrochent des emplois leur permettant de contribuer à l'édification de la nation et à des exercices communautaires et régionaux.

C'est ce qui explique qu'une partie du Programme d'apprentissage pour les jeunes est axée sur l'industrie et vise des secteurs comme la réparation automobile, la logistique, l'environnement, le secteur électrique, l'horticulture et le tourisme. Le Programme d'apprentissage pour les jeunes permettra aux jeunes autochtones d'acquérir des connaissances sur le tas et des compétences nécessaires sur le marché du travail d'aujourd'hui.

La réussite de tous les jeunes, lorsqu'ils accèdent au monde adulte, est essentielle non seulement à leur estime de soi, mais au bien-être et à la prospérité de l'ensemble de la société. Le volet autochtone de l'initiative gouvernementale «L'École avant tout» utilise des méthodes novatrices pour accroître la sensibilisation du public et encourager l'action communautaire en vue de mettre fin à l'effroyable taux de décrochage scolaire qui, comme je le soulignais, atteint 95 p. 100 dans certaines régions.

Une bonne partie des discussions qui ont précédé les modifications à la Loi sur les jeunes contrevenants portait sur la criminalité avec violence et la nécessité de durcir le ton à l'égard des jeunes contrevenants. Quoi qu'il en soit, n'oublions pas que moins de 20 p. 100 des crimes commis par des adolescents sont violents. Bien sûr, ces actes attirent la majeure partie de l'attention, car ils sont très déplorables et très choquants, et c'est ce que les médias recherchent habituellement.

N'oublions pas que moins de 20 p. 100 des crimes commis par des adolescents sont violents et que la plupart sont liés aux biens et à l'alcool. Punir sévèrement ces jeunes et les jeter en prison n'est pas forcément la meilleure solution. Nous ne disons pas qu'il faut faire preuve de clémence, mais qu'il y a peut-être d'autres moyens de créer des liens et des partenariats qui aideront à rebâtir les collectivités.